



Extrait du FSU-95 Val d'Oise

<http://fsu95.fsu.fr/Non-monsieur-le-Premier-Ministre.html>

# Non monsieur le Premier Ministre, la fonction publique territoriale n'est pas un

Date de mise en ligne : jeudi 24 septembre 2009



Copyright © FSU-95 Val d'Oise - Tous droits réservés

**F.S.U.95**

François FILLON vient de demander aux collectivités locales de « réduire leurs effectifs », déplorant même « le recrutement de 36000 agents par an » (cf. son discours au Conseil Général de Haute Loire le 18 septembre 2009). Les seules considérations du Premier Ministre semblent d'ordre économique et budgétaire puisqu'il a répété que le pays devait se dégager du poids de sa dette qui est un boulet et ainsi accélérer la sortie de crise. Comme si les agents territoriaux étaient responsables de la période difficile traversée par le pays.

Or, même s'il a un coût, tout le monde s'accorde pour reconnaître que le service public local est un facteur de cohésion sociale. Il fait une large place à la redistribution sociale et territoriale à travers ses principes : continuité et accessibilité des services rendus aux usagers, égalité de traitement, péréquation tarifaire, obligation de fourniture, souci de la qualité des prestations, minimisation des coûts pour la collectivité.

Les besoins fondamentaux et l'égal accès de tous les individus doivent être satisfaits sur l'ensemble du territoire : telle est la conception qui fonde son utilité sociale. Le service public local n'est donc pas simplement prestataire de biens et de services mais aussi producteur de lien social et de citoyenneté. C'est ce qui explique l'attachement de la population à un service public local qui remplit ses missions d'égalité et de solidarité et aux fonctionnaires qui les assument.

Faut-il ensuite rappeler au Premier Ministre que les collectivités locales s'administrent librement et qu'il est surprenant aujourd'hui de le voir stigmatiser la fonction publique territoriale alors même que celle-ci rend au quotidien de nombreux services reconnus indispensable par la population : crèche, centres de loisirs, voirie, maison de retraite, services sociaux, équipements sportifs, soutien scolaire, aide à la personne etc...

D'autre part il est étonnant de voir le chef du gouvernement pointer du doigt l'accroissement des effectifs de la fonction publique territoriale dont il est pour grande partie responsable du fait de sa politique de décentralisation en particulier des personnels de l'Éducation Nationale et du ministère de l'Équipement. De plus, une augmentation du nombre des postes a été rendue nécessaire par de nombreuses missions qui ont été confiées aux collectivités locales sans les moyens nécessaires pour les assumer.

Aussi nous regrettons qu'une fois de plus le chef du gouvernement cherche à rejeter sur les agents publics les difficultés causées par sa politique et fasse si peu de cas des problèmes graves qui résulteraient d'une réduction des effectifs dans la FPT si son souhait était suivi d'effets.

Paris le 21 septembre 2009